

Amiens, 14 octobre 2009

Cérémonie de remise de « Docteur *Honoris causa* » de l'Université de Picardie - Jules Verne

Discours de  
SE M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie

Seul le texte prononcé fait foi

Victor Hugo qui, en 1837, suivait en bateau à vapeur les bords de la Somme parlait d'Amiens en ces termes : « Au moment où je m'embarquais, le soleil se levait dans une brume épaisse au milieu de laquelle se détachait la silhouette immense de la cathédrale (...). C'était superbe »

Je n'ai rien à ajouter à ces mots. Amiens et sa cathédrale sont vraiment superbes. Et c'est pour moi un très grand plaisir d'être ici, parmi vous, aujourd'hui. Un plaisir qui n'a d'égal que l'honneur dont m'a gratifié votre Université, en décidant de me décerner un Doctorat Honoris causa.

Croyez bien que cette décision me touche au plus profond, tant à titre personnel qu'au titre de Secrétaire général de la Francophonie. Car il est vrai, comme vous le rappeliez, Monsieur le Président, que la Picardie entretient avec la langue française une relation historique et affective.

C'est à Villers-Cotterêts que fut signée, en 1539, l'ordonnance qui octroya à la langue française un statut sans lequel la Francophonie n'aurait peut-être jamais vu le jour.

C'est en Picardie que maints penseurs, chercheurs, poètes, écrivains contribuèrent, au fil des siècles, à la codification, à la défense et à l'illustration de la langue française.

Mais pour le Secrétaire général d'une organisation qui a placé la diversité culturelle au rang de ses priorités, la Picardie, c'est aussi cette terre d'immigration devenue terre d'accueil pour des milliers d'hommes et de femmes venus de Pologne, de Belgique, d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de Grèce, du Maghreb, d'Afrique, des hommes et des femmes qui ont concouru, génération après génération, à l'essor économique de cette région, qui ont concouru à façonner et à enrichir son histoire et sa culture.

L'Université Jules Verne, fidèle à la vocation exigeante et ambitieuse que lui avait dévolue Robert Mallet, voilà quarante ans, peut, à cet égard, s'enorgueillir d'être aujourd'hui le cœur battant de cette région. Car par-delà ses missions naturelles de formation et de recherche au service du savoir, de l'innovation, du développement local, elle s'attache à promouvoir ces valeurs de justice sociale, de solidarité, de démocratie, de tolérance, mais aussi d'ouverture à l'international, qui, en dernier ressort, sont au cœur du projet francophone.

J'en veux pour preuve l'accueil réservé par votre université aux étudiants étrangers, j'en veux pour preuve votre implication au sein de notre Agence universitaire de la Francophonie, et du Projet Valofrase au Vietnam, projet auquel, Madame la Première Vice-présidente, vous donnez tant.

Mesdames et Messieurs,

François Ier, en signant l'Ordonnance de Villers-Cotterêts, avait pris, voilà près de 500 ans, toute la mesure du pouvoir unificateur d'une langue, je dirais même

fédérateur. Car la Francophonie, aujourd'hui, n'est autre qu'une fédération, une fédération de 70 Etats et gouvernements, une fédération qui transcende les frontières et les océans, une fédération qu'agrège le partage d'une langue et que cimenter le partage de valeurs.

Mais le partage d'une langue et de valeurs ne vaut que s'il nous motive pour l'action, que s'il nous incite à définir des objectifs, à promouvoir une éthique, à dessiner les contours de la société que nous voulons pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

La Francophonie, aujourd'hui, c'est donc, bien sûr, vouloir assurer le développement et le rayonnement de la langue française au sein de nos Etats et gouvernements, parce que nous avons le devoir de préserver, de fourbir cet « outil miraculeux », comme le nommait Senghor, qui nous permet de dialoguer, de coopérer, d'exercer notre solidarité entre pays de niveau économique différent, de régime politique différent, de culture et de religions différentes.

Mais nous ne saurions, pour autant, vivre et agir entre nous, en retrait du reste du monde.

C'est tout le sens de la bataille que nous livrons pour que le statut de langue officielle et de travail du français soit effectivement respecté dans les enceintes internationales ou le Mouvement olympique, pour que le français puisse demeurer, sur l'échiquier du monde, la langue de la recherche, de la science, de la technologie, de l'économie.

Car vouloir imposer une langue au détriment de toutes les autres est une forme d'impérialisme, de discrimination linguistique, de colonisation des esprits et de standardisation de la pensée que nous ne pouvons pas tolérer.

Entendons-nous bien ! Il ne s'agit pas pour la Francophonie, comme on le pense encore trop souvent, d'entrer en guerre contre l'anglais !

Il ne s'agit pas de remplacer un impérialisme linguistique par un autre !

Il s'agit d'instaurer une démocratie linguistique à l'échelle internationale et de reconnaître, par là-même, que chaque langue exprime une manière différente d'appréhender le monde, que chaque langue porte en elle des idées, des perceptions, des concepts indissociables de la culture qu'elle véhicule.

Et dans cette perspective, les anglophones, les lusophones, les hispanophones, les italo-phones ou les arabophones, pour ne citer que ceux-là, ne sont pas nos concurrents, ils sont nos alliés naturels. C'est d'ailleurs tout le sens de la coopération que la Francophonie a engagée avec les autres grandes aires linguistiques et culturelles.

Bien plus ! Cette diversité linguistique est la condition première de l'épanouissement de la diversité culturelle qui - je le dis solennellement - constitue un enjeu politique majeur pour ce siècle commençant.

En effet, revendiquer, dans les principes et dans les faits, la diversité et donc l'égalité de toutes les cultures, ce n'est pas seulement refuser l'uniformisation et la standardisation des imaginaires sur le modèle d'une culture dominante, car la culture ne saurait se réduire à ses œuvres. Elle est aussi modes de vies, valeurs, traditions, croyances. Elle trouve, surtout, à s'incarner dans des hommes et des femmes qui devraient, théoriquement, jouir des mêmes droits politiques, économiques et sociaux.

Dès lors, revendiquer l'égalité de toutes les cultures, c'est aussi refuser l'aggravation de la fracture économique, sanitaire, éducative, numérique, environnementale entre pays riches et pays pauvres, une fracture révoltante qui avilit et tue chaque jour, dans l'indifférence et le silence, des centaines de millions d'hommes, de femmes, d'enfants.

Revendiquer l'égalité de toutes les cultures, c'est aussi refuser, à l'intérieur même des nations, la multiplication de ces guerres identitaires, de ces conflits ethniques ou religieux, de ces génocides dont les populations civiles sont les premières victimes et qui se développent au nom d'une prétendue et abjecte supériorité raciale ou culturelle.

Revendiquer l'égalité de toutes les cultures, c'est refuser, à l'échelle internationale, le dévoiement qui est fait de la culture pour exacerber les relations entre l'Islam et l'Occident, pour justifier le terrorisme aveugle, pour répondre à la guerre sainte par la guerre juste.

Revendiquer l'égalité de toutes les cultures, c'est aussi refuser que la prise de décisions et l'élaboration de normes, qui engagent l'avenir de milliards d'être humains, soient confisquées par quelques puissances ou groupes de pression, tant au sein de l'ONU, de l'OMC, du FMI que dans des forums plus informels, mais qui n'en sont pas moins influents.

Revendiquer l'égalité de toutes les cultures, c'est donc prendre acte de notre communauté de destin et de l'impérieuse nécessité, dès lors, d'engager un dialogue d'égal à égal, sans préjugés, pour pouvoir « copenser » et cogérer solidairement le monde.

La mondialisation, la globalisation des défis qu'il nous faut relever et des solutions qu'il nous faut mettre en œuvre, ne nous laissent plus d'autre choix, sauf à mettre en danger l'équilibre du monde et à hypothéquer l'avenir des générations qui nous succéderont.

C'est guidée par ces convictions que la Francophonie, véritable laboratoire de la diversité culturelle et de la disparité économique, sociale et politique du monde, s'emploie à développer une coopération multilatérale en matière d'éducation et de formation, de solidarité et de développement durable, mais aussi en matière de démocratie, de droits de l'Homme, de prévention et de règlement des conflits.

C'est aussi cette vision de l'homme et du monde, cet humanisme intégral dans lequel se conjuguent harmonieusement enracinement de l'individu et aspiration à l'universel, qu'elle s'attache à promouvoir et à diffuser bien au-delà de son espace

institutionnel, tant il est vrai, comme l'écrivait Jules Verne que « c'est à force de répandre le bon grain qu'une semence finit par tomber dans un sillon fertile ».

Pour ma part, c'est cette vision, cette responsabilité qui nous incombe de bâtir un monde plus juste, plus démocratique, plus pacifique que je voulais partager, aujourd'hui, avec vous et avec les jeunes générations ici représentées, avec l'espoir de vous avoir convaincus que nous pouvons et que nous devons tous, chacun à notre niveau, dans notre sphère d'influence, contribuer à retrouver l'utopie capable de donner vie aux espoirs les plus grands.

Je vous remercie.